

**ASSOCIATION DE POLITIQUE CRIMINELLE APPLIQUEE  
ET DE REINSERTION SOCIALE- APCARS**

Association Loi de 1901  
16, rue de Châteaudun  
75009 PARIS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 décembre 2023**

**Le 10 juin 2024**



**Passionnement  
engagé.**

Tel: +33 (0)1 58 36 04 30  
www.bdo.fr

43-47 avenue de la Grande Armée  
75116 Paris  
FRANCE

## **ASSOCIATION DE POLITIQUE CRIMINELLE APPLIQUEE ET DE REINSERTION SOCIALE**

**Exercice clos le 31 décembre 2023**

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Aux membres,

#### **Opinion avec réserve**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association APCARS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous la réserve décrite dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion avec réserve**

##### ***Motivation de la réserve***

En raison de l'insuffisance des procédures de contrôle interne concernant l'enregistrement, le recouvrement et le lettrage des créances, nous n'avons pu vérifier la réalité et l'absence de risque d'irrecouvrabilité des créances clients antérieures à l'exercice 2023 qui s'élèvent à 341 827 euros en valeur nette au 31 décembre 2023.

##### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- le respect des règles administratives de détermination d'un résultat administratif par application du règlement ANC 2019-04
- les produits de tarifications : nous nous sommes assurés notamment de la réalité et du correct respect de la séparation des exercices.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées ci-après et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

À l'exception de l'incidence du point décrit dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents adressés aux membres de l'Association sur la situation financière et les comptes annuels.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président lors du Comité exécutif.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on

peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

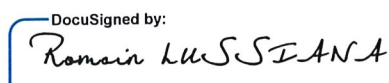
Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 10 juin 2024

BDO Paris  
Représenté par Romain LUSSIANA  
Commissaire aux comptes

DocuSigned by:  
  
D61A876E927946D...



**APCARS**  
Ensemble de l'Association

# **APCARS**

## **Exercice comptable au 31/12/2023**

**Bilan**  
**Compte de résultat**  
**Annexe**

**APCARS**  
Ensemble de l'Association

**BILAN ACTIF AU 31/12/2023**

ACTIF	Exercice N (selon ANC 2018-06)			Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>			-	-
<b>Immobilisations incorporelles</b>			-	-
Frais d'établissement			-	-
Frais de recherche et de développement			-	-
Donations temporaires d'usufruit			-	-
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	52 900	52 775	125	291
Immobilisations incorporelles en cours			-	-
Avances et acomptes			-	-
<b>Immobilisations corporelles</b>			-	-
Terrains			-	-
Constructions			-	-
Installations techniques, matériel et outillage industriels	442 860	232 654	210 206	207 535
Immobilisations corporelles en cours	-		-	10 269
Avances et acomptes			-	-
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
<b>Immobilisations financières</b>			-	-
Participations et Créances rattachées			-	-
Autres titres immobilisés	275		275	275
Prêts			-	-
Autres	108 420		108 420	95 290
<b>Total I</b>	<b>604 454</b>	<b>285 429</b>	<b>319 026</b>	<b>313 660</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours	8 464		8 464	203
Créances			-	-
Créances clients, usagers et comptes rattachés	2 841 481	52 689	2 788 792	3 418 706
<i>Créances reçues par legs ou donations</i>			-	-
Autres	97 978		97 978	69 619
Valeurs mobilières de placement			-	-
Instruments de trésorerie			-	-
Disponibilités	1 171 883		1 171 883	715 613
Charges constatées d'avance	68 133		68 133	53 628
<b>Total II</b>	<b>4 187 939</b>	<b>52 689</b>	<b>4 135 251</b>	<b>4 257 769</b>
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>4 792 394</b>	<b>338 118</b>	<b>4 454 276</b>	<b>4 571 429</b>

**APCARS**  
Ensemble de l'Association

**BILAN PASSIF AU 31/12/2023**

<b>PASSIF</b>	<b>Exercice N (selon ANC 2018-06)</b>	<b>Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)</b>
<b>FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS</b>		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	26 429	26 429
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	962 498	965 179
Réserves pour projet de l'entité	168 268	168 268
Autres	30 305	30 305
Report à nouveau	813 551	- 560 985
Excédent ou déficit de l'exercice	516 249	1 371 856
<b>Situation nette (sous total)</b>	<b>2 517 300</b>	<b>2 001 051</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	12 651	16 746
Provisions réglementées	15 464	15 464
<b>Total I</b>	<b>2 545 415</b>	<b>2 033 261</b>
<b>FONDS REPORTEES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	62 000	41 313
<b>Total II</b>	<b>62 000</b>	<b>41 313</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	85 000	85 000
Provisions pour charges	266 931	261 052
<b>Total III</b>	<b>351 931</b>	<b>346 052</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	24 467	980 342
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	141 641	132 536
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 139 906	919 973
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	44 984	14 148
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	143 933	103 803
<b>Total IV</b>	<b>1 494 931</b>	<b>2 150 802</b>
Ecart de conversion Passif (V)		
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)</b>	<b>4 454 276</b>	<b>4 571 429</b>

**APCARS**  
Ensemble de l'Association

**COMPTE DE RESULTAT exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023**

<b>COMPTE DE RESULTAT</b>	<b>Exercice N (selon ANC 2018-06)</b>	<b>Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)</b>
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	250	260
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service		
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	11 378 715	10 350 399
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
<b>Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges</b>	<b>313 962</b>	<b>260 156</b>
Utilisations des fonds dédiés	41 313	17 955
Autres produits		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs et donations		
Contributions financières reçues		
Versement des fondateurs		
Quote-part de dotations consommables virées au compte de résultat		
Autres produits	1 316	1 849
<b>Total I</b>	<b>11 735 556</b>	<b>10 630 619</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	3 142 582	2 757 993
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	511 394	396 759
Salaires et traitements	4 790 120	3 809 610
Charges sociales	2 249 036	1 702 475
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	64 048	53 762
Dotations aux provisions	319 435	364 147
Reports en fonds dédiés	62 000	14 350
Autres charges		
Aides financières	2 960	4 229
Autres charges	97 392	139 808
<b>Total II</b>	<b>11 238 968</b>	<b>9 243 135</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>496 588</b>	<b>1 387 484</b>

**APCARS**  
Ensemble de l'Association

<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	5 725	699
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total III</b>	<b>5 725</b>	<b>699</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	389	516
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total IV</b>	<b>389</b>	<b>516</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>5 336</b>	<b>184</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)</b>	<b>501 924</b>	<b>1 387 668</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion	56 886	25 182
Sur opérations en capital	4 096	1 402
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>Total V</b>	<b>60 981</b>	<b>26 585</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion	46 656	42 397
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
<b>Total VI</b>	<b>46 656</b>	<b>42 397</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>14 325</b>	<b>-</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>11 802 262</b>	<b>10 657 903</b>
<b>Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>11 286 013</b>	<b>9 286 047</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>516 249</b>	<b>1 371 856</b>
REPORT DE RESSOURCES NON UTILISEES DES EXERCICES ANTERIEURS		
ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES		
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>516 249</b>	<b>1 371 856</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>		
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>		



**APCARS**

Ensemble de l'Association

**ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT 2023****I – Description de l'objet social de l'APCARS :**

L'Association de Politique Criminelle Appliquée et de Réinsertion Sociale (dont la dénomination usuelle est APCARS) a été constituée par l'assemblée générale constitutive du 3 juillet 1980 sous la forme d'une association régie par la loi du premier juillet 1901 et déclarée au Journal Officiel le 18 octobre 1980.

L'APCARS apporte son soutien aux personnes confrontées à la justice (prévenus, condamnés, victimes) et aux plus démunis. L'APCARS entreprend et fait entreprendre toute initiative dans le champ judiciaire et social de nature à promouvoir l'individualisation de la réponse pénale, la prévention de la récidive, l'accès aux droits, à l'information et à l'insertion.

L'APCARS a également pour mission, dans ses activités, d'apporter son concours à la mise en œuvre des politiques pénales et sociales étatiques comme locales.

**II- Description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées :**

L'APCARS a été créé au sein du tribunal de Paris, fin 1980, pour réaliser à titre expérimental des enquêtes sociales dans le cadre des procédures rapides de jugement. Au fur et à mesure des années, l'APCARS a diversifié ses domaines et territoires d'intervention, pour investir, en plus du domaine socio-judiciaire, les champs de l'insertion et de la réinsertion sociale et professionnelle, de l'accès aux droits, de l'aide aux victimes, de la justice restaurative, de la prévention générale.

Ainsi, aujourd'hui, l'APCARS intervient dans le ressort des principaux tribunaux d'Ile de France (Paris, Créteil, Bobigny), du tribunal judiciaire de Marseille, des établissements pénitentiaires des Bouches du Rhône, ainsi que de la cour d'appel de Saint Denis de La Réunion.

Ses activités sont de plusieurs nature :

- Socio-judiciaire : réalisation d'enquêtes avant procès (enquêtes sociales rapides, enquêtes de personnalité), suivi de personnes placées sous contrôle judiciaire (avec des dispositifs spécifiques pour les auteurs de violences conjugales) (Ile de France, Marseille, La Réunion) ; stages (violences conjugales, stupéfiants, achat d'actes sexuels, citoyenneté) ; groupes de parole (violences conjugales) ; prise en charge renforcée de mineurs auteurs de trafic de stupéfiants (Marseille).
- Hébergement et réinsertion des personnes sortantes de prison et sans domicile : 2 centres d'hébergement et de réinsertion sociale (Paris et Marseille), d'une capacité totale de 165 places ;
- Aide aux victimes : bureau d'aide aux victimes au tribunal judiciaire de Créteil ;
- Accès aux droits en détention : points d'accès aux droits dans les établissements pénitentiaires des Bouches du Rhône ;
- Insertion sociale : lieu d'accueil RSA à Marseille ; Relai RSA au centre pénitentiaire des Baumettes ;
- Justice restaurative : service régional de justice restaurative, basé au siège de l'APCARS (Paris) et intervenant en Ile de France ;
- Prévention et sensibilisation : interventions dans des établissements scolaires du Val de Marne.

**APCARS**

Ensemble de l'Association

**III – Description des moyens mis en œuvre :**

L'APCARS dispose de 148 salariés et d'une soixantaine de collaborateurs ponctuels (travailleurs indépendants). L'APCARS est dirigée par un comex et un conseil d'administration. Ce Comex est pluridisciplinaire : commercial, ancien éducateur, ancien chef de service de réinsertion sociale, ancien directeur de services socio-judiciaire, président d'une association, etc. Le conseil d'administration comprend notamment des avocats, chercheurs, anciens directeurs ou chefs de service.

La direction centrale de l'APCARS comprend une directrice générale, une directrice administrative et financière, un comptable, une gestionnaire de paie, une responsable des ressources humaines, une assistante des ressources humaines, une chargée des moyens généraux, une assistante de direction. Le siège est basé à la cour d'appel de Paris.

Le personnel intervenant à l'égard des publics est pluridisciplinaire : travailleurs sociaux (éducateurs, assistants sociaux, conseiller en économie sociale et familiale, chargé d'insertion professionnelle, etc.), psychologues, psycho criminologues, juristes, infirmiers, chercheurs, etc.

L'APCARS appartient à différentes Fédérations et groupements d'associations, au sein desquelles elle est bien intégrée et identifiée : Citoyens et Justice (champ socio-judiciaire) ; Fédérations des Acteurs de la Solidarité (Réinsertion et Hébergement) ; Association Francilienne pour Favoriser l'Insertion par le Logement – AFFIL ; Institut Français de Justice Restaurative (IFJR) ; France Victimes ; Nexem (syndicat employeur).

Sur le plan matériel, les services socio-judiciaires et d'aide aux victimes sont hébergés à titre gracieux par les juridictions, ainsi que le siège de l'association. Les autres services sont hébergés dans des locaux loués par l'association.

Enfin, l'APCARS est financé quasi intégralement par des fonds publics (tarification à l'acte, à la journée, au nombre de personnes suivies, etc.). Des fonds privés sont ponctuellement sollicités pour la mise en œuvre d'une action, d'un dispositif particulier, mais dans une proportion très restreinte.

**IV – Faits significatifs de l'exercice :**

L'année 2023 a vu un fait significatif majeur : la fermeture de l'établissement sur l'île de la Réunion.

**✓ Fermeture des activités à la Réunion**

L'APCARS avait ouvert un établissement l'île de la Réunion en juin 2018. Les activités exercées se bornaient à la réalisation d'enquêtes de personnalité et de contrôles judiciaires. Les effectifs

Au bout de 5 ans, le service n'ayant jamais trouvé l'équilibre financier, la décision a été prise par les administrateurs de fermer l'établissement. En termes d'emploi, 3 postes étaient concernés : 2 CDI et 1 CDD qui courrait jusqu'au 31/12/2023. Pour les 2 CDI, des ruptures conventionnelles ont été proposées et acceptées.

**V – Règles et méthodes comptables :**

L'exercice a une durée de 12 mois, allant du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023.

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels, du règlement ANC n°2018-06 modifié par le règlement ANC n°2020-08 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Il a été fait application des dispositions particulières résultant :



**APCARS**

Ensemble de l'Association

- Du règlement ANC n°2019-04 en complément des règlements ANC n°2014-03 et ANC n°2018-06 pour les entités gestionnaires d'établissement et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS).

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euro.

**VI – Notes sur le bilan :**

L'APCARS ne reçoit pas de donations ou de legs.

Le total du bilan au 31/12/2023 s'élève à **4 454 276 €**.

**6.1. Actif du bilan**

- **Actif immobilisé :**

L'actif immobilisé est constitué d'immobilisations incorporelles et corporelles, mais également d'immobilisations financières.

Les règlements du Comité de la Réglementation Comptable CRC 2002-10, modifié par le règlement CRC 2003-07 et CRC 2004-06, sont entrés en vigueur au 1er janvier 2005.

Ils concernent la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs immobilisés ainsi que leurs amortissements et leurs dépréciations.

L'examen de la nature des éléments constitutifs de l'actif immobilisé de l'association et les amortissements pratiqués, nous permet de conclure que les principes adoptés antérieurement ne sont pas remis en cause par ses nouveaux principes dans la mesure où :

- L'association n'est pas propriétaire des locaux qu'elle occupe ;
- Aucun matériel ne nécessite d'être décomposé, leurs composants étant de valeur trop faible ou non significative ;
- Les biens immobilisés n'ont aucune valeur de sortie dans la mesure où ils ne sont pas cédés, mais mis au rebut en fin de vie ;
- Les amortissements des agencements, matériels et mobiliers étaient déjà calculés à partir de durées d'utilisation et non de durées d'usage.

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'achat. Les amortissements ont été calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation prévue, soit :

- logiciels informatiques	de 2 à 4 ans
- agencements et installations	de 4 à 20 ans
- matériel de bureau et informatique	de 2 à 5 ans
- mobilier	de 5 à 10 ans

**APCARS**  
Ensemble de l'Association

**Tableau des mouvements des immobilisations**

	Début exercice	Acquisitions	Diminutions	Fin d'exercice
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>58 683</b>	<b>0</b>	<b>5 783</b>	<b>52 900</b>
Logiciels	58 683		5 783	52 900
Immobilisations incorporelles en-cours	0			0
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>718 040</b>	<b>66 553</b>	<b>341 734</b>	<b>442 860</b>
Installations générales, agencements, aménagements divers	212 210	35 263	13 299	234 174
Matériel de bureau, informatique et mobilier	488 365	31 290	318 166	201 489
Autres immobilisations corporelles	7 196			7 196
Immobilisations corporelles en-cours	10 269		10 269	0
<b>Immobilisations financières</b>	<b>95 565</b>	<b>16 720</b>	<b>3 590</b>	<b>108 694</b>
Autres titres immobilisés	275			275
Dépôts et cautionnements	95 290	16 720	3 590	108 420
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>872 288</b>	<b>83 273</b>	<b>351 107</b>	<b>604 454</b>

**Tableau des mouvements des amortissements**

	Début exercice	Acquisitions	Diminutions	Fin d'exercice
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>58 392</b>	<b>167</b>	<b>5 783</b>	<b>52 775</b>
Logiciels	58 392	167	5 783	52 775
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>500 237</b>	<b>63 882</b>	<b>331 465</b>	<b>232 654</b>
Installations générales, agencements, aménagements divers	97 309	23 520	13 299	107 530
Matériel de bureau, informatique et mobilier	395 731	40 361	318 166	117 927
Autres immobilisations corporelles	7 197			7 197
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>558 629</b>	<b>64 048</b>	<b>337 248</b>	<b>285 429</b>

**APCARS**

Ensemble de l'Association

Les « **autres immobilisations financières** » regroupent les différents baux locatifs des bureaux parisiens (CHRS Belleville, Siège), ceux de Marseille (CHRS Athènes, Relais RSA et services judiciaires) et de la Réunion. Figurent également, les baux des studios loués pour le compte des deux CHRS (Paris et Marseille).

- **Actif circulant :**

L'actif circulant est composé de créances vis-à-vis des différents financeurs, ainsi que des disponibilités regroupant les soldes bancaires et les caisses.

Les créances sont constituées de subventions à recevoir et de la taxation des mesures socio-judiciaires réalisées par l'APCARS pour le compte des Tribunaux Judiciaires en Ile de France, à Marseille et à la Réunion.

Le tableau ci-dessous récapitule le détail de nos différentes créances :

CREANCES	Montant brut	Échéances	
		Jusqu'à 1 an	à plus d'1 an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières (dépôts & cautionnements)	108 420		108 420
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
<b>Créances clients et comptes rattachés</b>	<b>2 841 481</b>	<b>2 841 481</b>	<b>0</b>
Clients divers	9 000	9 000	
Préfecture 94	13 500	13 500	
Conseil départemental 13	60 375	60 375	
Ville de Marseille	9 000	9 000	
ARS 75	0	0	
SPIP 13	30 329	30 329	
Conseil régional IDF	30 000	30 000	
Conseil régional PACA	5 000	5 000	
Taxations contrôles judiciaires Créteil	180 468	180 468	
Taxations contrôles judiciaires PACA	139 450	139 450	
Taxations contrôles judiciaires Paris	5 513	5 513	
Taxations contrôles judiciaires Bobigny	0	0	
Taxations contrôles judiciaires Réunion	5 791	5 791	
Taxations enquêtes sociales rapides Marseille	201 220	201 220	
Taxations enquêtes sociales rapides Paris	206 450	206 450	
Taxations enquêtes sociales rapides Bobigny	211 390	211 390	
Taxations enquêtes sociales rapides Créteil	262 730	262 730	
Taxations enquêtes de personnalité Paris et IDF	138 434	138 434	
Taxations enquêtes de personnalité Marseille	58 309	58 309	
Taxations enquêtes de personnalité Réunion	2 441	2 441	
Taxations médiation pénale	1 703	1 703	
Clients - à taxer sur CHORUS (EP, ESR & CJ)	1 270 378	1 270 378	
<b>Etat et autres collectivités publiques</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Autres impôts, taxes et versements assimilés		0	
<b>Divers</b>	<b>97 978</b>	<b>97 978</b>	<b>0</b>
Autres débiteurs et créditeurs		0	
Autres créances (voir détail produits à recevoir)	97 978	97 978	
<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>68 133</b>	<b>68 133</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>3 116 012</b>	<b>3 007 592</b>	<b>108 420</b>

Les **autres créances** incluent des **produits à recevoir** pour un montant de **7 401€**.



**APCARS**

Ensemble de l'Association

Les **autres créances** concernent principalement le stock de tickets restaurants distribués au 31/12/2023, régularisés sur les paies de janvier 2024. Figurent également les stages en attente de remboursement par l'OPCO et les prêts aux usagers des CHRS.

Les **charges constatées d'avance** représentent des charges à rattacher à l'année 2024, réglées en 2023. Ils s'élèvent à 68 133 € au 31 décembre 2023.

**6.2. Passif du bilan**

Le passif est constitué de :

- Fonds propres ou fonds associatifs,
- Fonds reportés et dédiés,
- Provisions,
- Dettes.

- **Variation des fonds propres :**

Variation des fonds propres	à l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds associatifs sans droit de reprise	26 429				26 429
dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée					
- CHRS BELLEVILLE	-				-
- CHRS ATHENES	-				-
Fonds propres sans droit de reprise	-				-
Fonds associatifs avec droit de reprise	-				-
Réserves	1 163 751			- 2 680	1 161 071
dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée					
- CHRS BELLEVILLE	398 143				398 143
- CHRS ATHENES	8 688			- 2 680	6 008
Report à nouveau	- 560 985	1 371 856	2 680		813 551
dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée					
- CHRS BELLEVILLE	- 17 720	1 424			- 16 296
- CHRS ATHENES	- 2 862	10 305			- 13 167
Excédent ou déficit de l'exercice	1 371 856	- 1 371 856	516 249		516 249
Situation nette	2 001 051	-	518 929	- 2 680	2 517 300
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	-				-
Subventions d'investissement	16 746			- 4 095	12 651
Provisions réglementées	15 464				15 464
<b>Total</b>	<b>2 033 261</b>	<b>-</b>	<b>518 929</b>	<b>- 6 775</b>	<b>2 545 415</b>

**APCARS**

Ensemble de l'Association

Les réserves du CHRS BELLEVILLE, comprennent :

- Réserve propre assureur : 305 €,
- Réserve d'investissement : 3 864 €,
- Réserve de compensation : 343 209 €,
- Réserve de trésorerie : 50 765 €.

Au 31 décembre 2023, une reprise sur les réserves de compensation pour les déficits a été réalisée à la suite de l'affectation du résultat 2021 décidée par l'autorité de tarification pour le CHRS ATHENES de Marseille d'un montant de 2 680 €, ramenant le montant de ces réserves à 6 008 €.

Les réserves de compensation ont toujours été décidé par les autorités de tarification des CHRS. Elles concernent des résultats excédentaires ou déficitaires.

Le report à nouveau est augmenté ou diminué par l'affectation des résultats N-1, mais également par les charges refusées par l'autorité de tarification des deux CHRS.

Sont également inscrits dans un compte spécifique les résultats en attente de contrôle des tiers financeurs.

• **Détermination du résultat effectif global de l'APCARS :**

TABLEAU DE DETERMINATION DU RESULTAT EFFECTIF GLOBAL DE L'ENTITE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
RESULTAT COMPTABLE	516 249	1 371 856
Reprise du résultat antérieur	- 17 721	20 000
EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL	498 528	1 391 856
Dont résultat effectif sous gestion propre	- 33 260	- 40 336
Dont résultat effectif du Pôle Judiciaire et autres services	354 874	1 294 350
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	185 753	19 384
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée (CHRS BELLEVILLE)	116 553	60 920
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée (CHRS ATHENES)	69 200	- 41 536

**A l'arrêté des comptes 2023, nous n'avons pas encore reçu les notifications d'affectation des résultats 2022 de la part des autorités de tarification.**

**APCARS**

Ensemble de l'Association

- Variation des fonds dédiés :**

Les fonds dédiés ne concernent pas de ressources liées à la générosité du public. Il n'y a pas non plus de contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS.

VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE :	A l'ouverture de l'exercice	Reports	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
DDCS Marseille - Dotation complémentaire pour préparation CPOM en fonds dédiés 2023 (demande du financeur)	2 500		2 500			-	
CPCA Marseille - financement pour psy qui débute en 2023	10 000		10 000			-	
CDAD 13 - Point d'accès au droit	10 418		10 418			-	
DRDFE - Subv* permanences centres commerciaux (à la demande du financeur, action non réalisée)	1 850		1 850			-	
MILDECA Marseille - JRP	-	62 000				62 000	
Contributions financières d'autres organismes	16 545		16 545			0	
Ressources liées à la générosité du public	-					-	
<b>TOTAL</b>	<b>41 313</b>	<b>62 000</b>	<b>41 313</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>62 000</b>	<b>-</b>

- Provisions pour risques et charges : 351 931 €**

Les provisions pour risques et charges se décomposent de la façon suivante :

- ✓ **Pour litiges prud'hommes : 85 000 €**

Un prud'homme est toujours en cours au 31/12/2023.

- ✓ **Pour départs à la retraite : 266 931 €**

Depuis l'exercice 2016, toutes les activités de l'APCARS ont adhéré à la CCN66, ce qui a permis d'appliquer la même méthode de calcul, selon la convention, à tous les salariés de l'association.

Un montant de 261 053 € a été repris au 31/12/2023 et une nouvelle provision a été constituée pour un montant de 266 931 €. La variation est donc de + 5 878 €.

Les droits acquis sont calculés selon la méthode suivante :

- Calcul nominatif sur l'ensemble du personnel ayant 50 ans et plus,
- Montant de l'indemnité calculé selon les règles de la CCN66.

	Début exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
<b>Provisions pour risques &amp; charges</b>	<b>346 053</b>	<b>266 931</b>	<b>261 053</b>	<b>351 931</b>
Provisions pour litiges	85 000			85 000
Provisions pour IFC	261 053	266 931	261 053	266 931
Provisions pour charges de formations	0			0
<b>Provisions pour dépréciation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Provisions pour dépréciation débiteurs	53 095	52 504	52 910	52 689
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>346 053</b>	<b>266 931</b>	<b>261 053</b>	<b>351 931</b>

**APCARS**  
Ensemble de l'Association

- **Les dettes financières :**

L'APCARS a contracté un emprunt pour un montant de 50 000 € en 2019 pour une durée de 7 ans afin de couvrir des travaux d'agencement et d'aménagement pour son service d'enquêtes de personnalité.  
Au 31/12/2023, la somme de **7 149 €** a été remboursée.

- **Les autres dettes :**

Elles sont composées des dettes fournisseurs, des dettes fiscales et sociales (URSSAF, retraites complémentaires, taxes sur les salaires, impôts à la source, cotisation OETH).

Les dettes provisionnées pour congés à payer s'élèvent à **410 632 €** pour toutes les activités de l'association.  
Le tableau ci-dessous donne le détail :

DETTE	Montant brut	Échéances	
		Jusqu'à 1 an	à plus d'1 an
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	24 467	10 215	14 251
Emprunts et dettes financières diverses			
<b>Autres dettes</b>	<b>1 326 531</b>	<b>1 326 531</b>	<b>0</b>
Avances et acomptes reçus sur commandes en-cours		0	
Fournisseurs et comptes rattachés	141 641	141 641	
Personnel et comptes rattachés	540 896	540 896	
Sécurité sociales et autres organismes sociaux	491 701	491 701	
Autres impôts, taxes et versements assimilés	107 309	107 309	
Autres dettes	44 984	44 984	
<b>Produits constatés d'avance</b>	<b>143 933</b>	<b>143 933</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>1 494 931</b>	<b>1 480 679</b>	<b>14 251</b>
Emprunts remboursés en cours d'exercice	7 149		
Solides créditeurs comptes courants	2 951		

Les **charges à payer** d'un montant de **815 456 €** se décomposent comme suit :

- Dettes fournisseurs et comptes rattachés : 2 867 €,
- Dettes sociales et fiscales : 722 927 €,
- Autres dettes : 89 662 €

Les **produits constatés d'avance** comptabilisés en fin d'exercice s'élèvent à **143 933 €** et représentent des produits à rattacher à l'année 2024.



**APCARS**

Ensemble de l'Association

**VII – Notes sur le résultat :****7.1. Les produits**

Le total des produits de l'association est de **11 802 262 €**, dont :

- Pour le CHRS Belleville : **2 604 296 €**
- Pour le CHRS Athènes : **1 042 361 €**

- **Les produits d'exploitation :**

L'association trouvent trois sources principales de financements qui constituent les produits d'exploitation pour un montant total de **11 735 556 €** :

- Les taxations vis-à-vis des Tribunaux Judiciaires dans lesquels l'APCARS intervient (enquêtes de personnalité, les enquêtes sociales rapides, les contrôles judiciaires)
- Les contributions financières reçues viennent des participations financières des différents usagers (CHRS, stages...).
  - Public accueilli dans les CHRS Belleville et Athènes, contribuent à leur prise en charge dès lors qu'ils perçoivent des revenus. Le montant correspond à 10 % de leurs ressources financières.
  - Les stages organisés par l'APCARS (sensibilisation usages des stupéfiants, auteurs de violences conjugales, citoyenneté, sensibilisation à l'achat d'actes sexuels) demandent une participation financière des stagiaires. Les tarifications sont fixées par les juridictions.
- L'utilisation des fonds dédiés intègrent les produits d'exploitation pour un montant de 41 313 €.
- *Produits de tiers financeurs :*
  - Les concours publics et subventions d'exploitation, dont :
    - Les subventions (1 615 518 €)
    - Les dotations globales de financements (2 871 727 €)
    - Les financements par les SPIP des placements extérieurs (208 605 €)
    - Les allocations de la CAF concernant les usagers du CHRS de Marseille (19 805 €)
    - Les taxations vis-à-vis des tribunaux (6 663 061 €)

Les DGF perçues pour les CHRS sont les suivantes :

- CHRS Belleville : **2 229 870 €** ;
- CHRS Athènes : **641 857 €**.
- 

Les principales subventions reçues et leur affectation :

- *Pour l'Ile de France :*
  - L'Aide aux Victimes, les financeurs sont :
    - La Cour d'Appel de Paris,
    - Le FIPD 94,
    - Le Conseil Régional d'Ile de France,
    - La Direction Régionale Droits des Femmes et à l'Egalité (protection des femmes d'auteurs de violences conjugales)
  - La Justice Restaurative, les financeurs sont :
    - La Cour d'Appel de Paris,
    - La DRPJ94,
  - La décohabitation des auteurs de violences conjugales, les financeurs sont :
    - La Ville de Paris,
    - Le FIPD 75
  - Une action « promouvoir la santé en CHRS » est financé par l'ARS 75.



**APCARS**

Ensemble de l'Association

**- Pour Marseille :**

- Le service RSA et le relais RSA aux Baumettes :
  - Le Conseil départemental des Bouches-du-Rhône
- Le point d'accès au droit est financé par le CDAD 13 et la DISP
- La décohabitation ou éloignement des auteurs de violences conjugales, principaux financeurs :
  - Conseil départemental des Bouches-du-Rhône,
  - La ville de Marseille,
  - Le FIPD 13
- Les groupes de paroles pour auteurs de violences conjugales, principaux financeurs :
  - Le FIPD 13,
  - Le Conseil départemental des Bouches-du-Rhône
  - La Ville de Marseille
- Le poste de chargé d'insertion professionnelle est financé par :
  - Le FIPD 13
  - La Ville de Marseille
  - La région PACA
  - Le SPIP
  - Le Conseil départemental des Bouches-du-Rhône
- Le poste de psychologue est financé par l'ARS des Bouches-du-Rhône
- Un accompagnement socio-judiciaire au sein du CHRS Athènes est financé par le FIPD 13
- La JRP est financée par la MILDECA (Parquet et Siège), la ville de Marseille et le FIPD 13.
- L'atelier de soutien à la parentalité est une action financée par la ville de Marseille et le FIPD 13.

Les reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges pour un montant de **313 962 €** concernent les indemnités de fin de carrières provisionnées au 31/12/2022 pour un montant de 261 052 € et la reprise de provisions concernant des créances irrécouvrables pour un montant de 52 910 €.

- **Les produits financiers : 5 725 €**

Ce sont les intérêts produits au cours de l'année 2023 par les placements sur livrets.

- **Les produits exceptionnels sur opérations de gestion : 56 886 €**

Ils sont composés de produits sur opérations de gestion et de produits exceptionnels sur exercices antérieurs pour un montant de 56 886 €.

- **Les produits exceptionnels sur opérations en capital :**

Dans cette rubrique, figure la quote-part de subvention d'investissement virée au résultat pour un montant de **4 096 €** provenant d'une subvention d'équipement destinée à l'aménagement de studios pour les CHRS.

## **7.2. Les charges**

Le total des charges de l'association est de **11 286 013 €**, dont :

- Pour le CHRS Belleville : **2 489 168 €**
- Pour le CHRS Athènes : **962 856 €**

- **Les charges d'exploitation :**

Elles regroupent les achats, les autres charges et charges externes, les impôts et taxes, les salaires et charges sociales, les dotations aux amortissements pour un montant total de **11 238 968 €**.

## **APCARS**

Ensemble de l'Association

- **Les charges financières :**

Ce sont les intérêts liés à l'emprunt. Le montant pour l'année 2023 est de **389 €**.

- **Les charges exceptionnelles :**

Elles sont composées de charges sur opérations de gestion pour un montant de 46 656 €.

**APCARS**  
Ensemble de l'Association

## VIII - Résultats de l'exercice

- ✓ **Gestion du Pôle Social IDF :** **+ 115 129 €**  
La gestion de ce pôle est soumise à approbation de l'autorité de tarification et a donc un caractère provisoire dans l'attente de l'arrêt définitif.  
Le fonctionnement de l'exercice 2023 est présenté à l'administration avec un excédent de + 97 408 € (DRIHL). Il y a reprise de résultat N-2 pour un montant de 17 721 €.  
  
Résultat en attente de contrôle : **+ 115 129 €**
- ✓ **Gestion du Pôle Judiciaire IDF (inclus les stages) :**  
L'exercice 2023 se termine avec un excédent de : **+ 1 496 142 €** : il devra être affecté par l'Assemblée Générale
- ✓ **Gestion de l'Association :**  
Le résultat de l'exercice 2023 est une perte de : **- 33 260 €** : il devra être affecté par l'Assemblée Générale
- ✓ **Frais de siège parisien et marseillais :**  
Le résultat de l'exercice 2023 est une perte de : **- 1 012 910 €** : il devra être affecté par l'Assemblée Générale
- ✓ **Gestion du Pôle Social Marseille :**  
Le résultat de l'exercice 2023 est un excédent de : **+ 79 505 €**  
La gestion de ce pôle est soumise à approbation de l'autorité de tarification et a donc un caractère provisoire dans l'attente de l'arrêt définitif.  
Le fonctionnement de l'exercice 2023 est présenté à l'administration avec un excédent de 79 505 € (DDCS)  
Il n'y a pas de reprise de résultat N-2, ce dernier étant couvert totalement par le compte de réserve de compensation des déficits.  
  
Résultat en attente de contrôle : **+ 79 505 €**
- ✓ **Gestion du Pôle Judiciaire Marseille (inclus JRP/STAGES) :**  
L'exercice 2023 se termine avec un excédent de : **+ 75 136 €** : il devra être affecté par l'Assemblée Générale
- ✓ **Gestion des Services RSA :**  
L'exercice 2023 se termine avec un déficit de : **- 66 003 €** : il devra être affecté par l'Assemblée Générale
- ✓ **Gestion du Service Point d'Accès aux Droits :**  
L'exercice 2023 se termine avec un bénéfice de : **- 7 404 €** : elle devra être affectée par l'Assemblée Générale
- ✓ **Gestion du CPCA :**  
L'exercice 2023 se termine avec un bénéfice de : **+ 17 838 €** : elle devra être affectée par l'Assemblée Générale
- ✓ **Gestion de la Réunion :**  
L'exercice 2023 se termine avec une perte de : **- 147 924 €** : elle devra être affectée par l'Assemblée Générale

**APCARS**

Ensemble de l'Association

**IX – AUTRES INFORMATIONS****9.1. Honoraires du commissaire aux comptes**

Les honoraires du commissaire aux comptes au titre du contrôle légal des comptes s'élèvent à 18 000 € HT au titre de l'exercice 2023.

**9.2. Mise à disposition**

Les locaux occupés dans les différents tribunaux, que ce soit en Ile de France ou à Marseille, sont mis gracieusement à disposition de l'association. La valorisation n'ayant pas été communiquée, celle-ci n'a pas été comptabilisée.

**9.3. Ventilation de l'effectif salarié (au 31 décembre 2023)****Catégorie :**

- Cadres : 24 personnes, soit 22,69 ETP, dont 18,69 ETP femmes et 4 ETP hommes
- Non cadres : 124 personnes, soit 107 ETP, dont 95,9 ETP femmes et 11,1 ETP hommes

**9.4. Rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants**

L'APCARS ayant un budget annuel supérieur à 150 000 € et recevant une ou plusieurs subventions de l'Etat ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50 000 €, la publication des rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants est rendue obligatoire. Ils s'élèvent à 212 879 €.

**9.4. Engagement de retraite**

Les engagements de retraite concernent les indemnités de départ des salariés qui n'ont pas fait l'objet d'une provision pour charges.

L'engagement au titre des départs à la retraite s'élève à 411 899 € dont 266 931 € sont comptabilisés en provision dans les comptes 2023.

Les engagements de retraite hors bilan s'élèvent à 144 968 €